L’UE va verser 500 millions d’euros au Maroc pour le contrôle de ses frontières et stopper l’immigration clandestine (MàJ)

15/08/2022 à 20h11



Le gouvernement du Maroc recevra plus de fonds européens pour le contrôle de ses frontières. Selon El Pais, l’Union européenne prépare une enveloppe de plus de 500 millions d’euros qui servira à aider le Maroc à stopper la migration irrégulière.

«***Ce renforcement de la coopération en matière de migration couvrira la période de 2021 à 2027 et dépasse de près de 50% le cadre de financement précédent*»,** ajoute la même source, notant que le budget sera divisé en différents projets. Ainsi, les nouveaux mécanismes de coopération entre le Maroc et l’Union européenne comprendront principalement l’appui à la gestion des frontières, le renforcement de la coopération policière (y compris les enquêtes conjointes), la sensibilisation aux dangers de l’immigration irrégulière, ainsi que le renforcement de la coopération avec les agences de l’Union européenne. En outre, les politiques d’intégration et de protection des réfugiés au Maroc seront encouragées et la lutte contre les mafias sera intensifiée, précise-t-on.

«*L'important programme d'aide, qui sera complété par des subventions pour d'autres pays d'Afrique du Nord, est un signe du rôle croissant du Maroc en tant que partenaire prioritaire, après que l'Espagne a averti de la nécessité de prendre soin des accès par le sud*», poursuit le journal qui explique que «*cela n'a pas été une négociation facile*». En effet, «*Rabat maintenait ses exigences élevées et Bruxelles voulait plus d'engagements en retour*». Au final, «*le pacte est clos, même si son application finira de se concrétiser à l'automne*», conclut-on.

yabiladi

Alors que s'ouvre le procès de 28 demandeurs d'asile à Nador mercredi, le Maroc a changé de stratégie face à l'Europe quant à la question de l'immigration. Le soutien de l'Espagne à la solution de l'autonomie du Sahara occidental souhaité par le Maroc a changé la donne.

Un mois et demi après la tentative par des milliers de migrants de passer en force la frontière de l'enclave espagnole de Melilla, un groupe de 28 demandeurs d'asile sera jugé mercredi à Nador, dans le nord-est du Maroc. Originaires principalement du Soudan et du Tchad, ces prévenus font partie des 1 500 migrants qui avaient tenté de franchir le 24 juin les hautes clôtures qui séparent Melilla du territoire marocain. Vingt-trois d'entre eux avaient été tués dans de violents affrontements avec les forces de l'ordre marocaines. Épinglé par l'ONU, Rabat a rejeté la responsabilité de cette tragédie sur l'Algérie, qu'il accuse d'encourager les filières de trafic. Il s'agit du bilan le plus lourd jamais enregistré aux passages de Melilla et Ceuta, les deux seuls points de frontière terrestre entre le Maroc et l'Espagne.

La comparution d'un nombre aussi important de migrants devant la justice est elle aussi inédite. Ces dernières semaines, 47 autres demandeurs d'asile ont été condamnés à plusieurs mois de prison ferme, poursuivis entre autres pour « entrée

illégale » dans le pays et « appartenance à une bande criminelle d'immigration clandestine ». « *On assiste à un changement à 180 degrés de la politique migratoire espagnole sur le dos des migrants* », constate Omar Naji, de - l'Association marocaine des droits humains (AMDH). Ce durcissement rompt avec le chantage migratoire exercé jusqu'alors par le Maroc pour faire pression sur l'Espagne. Les 17 et 18 mai 2021, 10 000 candidats à l'exil avaient débarqué à la nage sur les plages de Ceuta en réaction à l'accueil par l'Espagne, quelques semaines plus tôt, du chef des indépendantistes sahraouis du Front Polisario pour soins médicaux.

Madrid a finalement fait un pas le 18 mars dernier en soutenant publiquement la solution de l'autonomie du Sahara occidental telle que la défend le royaume chérifien. Cette réconciliation a changé la donne. « *Les Marocains veulent montrer aux Espagnols de quoi ils sont capables pour contrôler les frontières afin d'obtenir plus de financement des Européens* », soutient Omar Naji. De manière générale, « *il y a depuis six mois une tentative du Maroc de se positionner de manière plus occidentale* », analyse Emmanuel Dupuy, président de l'Institut prospective et sécurité en Europe : « *La question migratoire comme la coopération dans la lutte contre le terrorisme sont au cœur d'une nouvelle diplomatie offensive du Maroc.* »

Le JDD